

Engagements des principaux partis politiques aux élections fédérales de 2025

Présenté par :

Laurianne Soucy, agente de projets

DREPA

Le 24 avril 2025





Compilation des promesses électorales

- La Direction recherches et politiques agricoles a compilé les promesses électorales des quatre principaux partis politiques du Canada du 24 mars au 27 avril 2025
- Les promesses ont été catégorisées par enjeux thématiques :
 - Agriculture, foresterie et pêcherie
 - Commerce international et interprovincial
 - Environnement
 - Développement économique
 - Immigration
 - Fiscalité
 - Divers

Agriculture, foresterie et pêcherie



Secteur agricole

Soutien aux producteurs agricoles

- Rendre permanente l'augmentation de la protection des revenus pour les agriculteurs, de 3 à 6 millions de dollars (M\$) par ferme dans le cadre du programme Agri-stabilité
 - Investir 30 M\$ supplémentaires dans le programme Agri-marketing pour aider les agriculteurs à accéder à de nouveaux marchés pour leurs produits alimentaires
 - Augmenter de 30 M\$ l'aide apportée au Programme des technologies propres en agriculture, qui permet de soutenir l'achat de nouveaux équipements agricoles plus efficaces
 - Doubler la limite de garantie de prêt du programme de la Loi canadienne sur les prêts agricoles, de 500 000 à 1 M\$, et de prolonger la durée des prêts de 5 à 10 ans
-
- Améliorer les programmes de gestion des risques comme Agri-Stabilité
 - Exiger que le fédéral soutienne pleinement tout effort de Québec pour stimuler l'agriculture biologique, la culture en serre, l'agriculture urbaine et de proximité, la filière locale du surgelé et plus
-
- Compenser entièrement les producteurs impactés par les concessions faites antérieurement
 - Augmenter les investissements pour supporter le secteur agricole, particulièrement contre les impacts de la crise climatique et pour le manque de main-d'œuvre





Secteur agricole

Gestion de l'offre



- Protéger la gestion de l'offre afin de défendre les emplois canadiens et les agriculteurs d'ici, en s'assurant qu'elle ne soit jamais sur la table lors des négociations commerciales



- Protéger les frontières, les ressources, les agriculteurs dont ceux sous gestion de l'offre, l'eau douce



- Redéposer en premier un projet de loi protégeant la gestion de l'offre
- Reprendre le projet de loi protégeant la gestion de l'offre où il était rendu et selon une approche accélérée avec l'approbation de la Chambre des communes



- Protéger le Québec, en promettant de ne jamais mettre les règles qui protègent le français et la culture québécoise, l'eau, l'hydroélectricité, le bois d'œuvre et la gestion de l'offre sur la table des négociations
- Déposer un projet de loi visant à protéger le système de gestion de l'offre



Secteur agricole

Transformation alimentaire



- Renforcer nos capacités de transformation nationales, notamment dans les zones rurales et isolées, grâce à un nouveau fonds de transformation alimentaire national doté de 200 M\$



- Exiger des appuis à la productivité du milieu agricole, incluant dans l'automatisation et la capacité d'abattage locale







Secteur agricole

Réciprocité des normes



- Assurer la reconnaissance mutuelle des normes de sécurité alimentaire avec des partenaires commerciaux fiables



- Revoir le principe d'équivalence qui permet aux Américains d'exporter leurs produits au Canada alors qu'ils contiennent des additifs et des pesticides qui sont interdits ici



Secteur agricole

Divers



Achat local

- Donner la priorité à l'achat de produits alimentaires canadiens autant que possible dans le cadre du Programme national d'alimentation scolaire du Canada

Emballages alimentaires

- Mettre fin aux nouvelles exigences proposées en matière d'étiquetage et d'emballage

Relève agricole

- Soutenir la relève agricole, notamment en promouvant la reprise de terres en friche

Pesticides

- Militer pour interdire les pesticides néonicotinoïdes en soutenant la transition pour les agriculteurs
- Proposer d'investir dans la recherche et le développement d'alternative dans une perspective de réduction générale des pesticides

Transparence des produits alimentaires

- Soutenir l'étiquetage des produits afin de connaître la liste d'additifs et de colorants ainsi que de savoir lesquels sont des OGM ou sont issus de l'édition génomique ou du clonage
- Préconiser le principe de précaution dans l'homologation d'additifs, colorants, pesticides, engrains ou OGM afin de protéger l'entrée vers les marchés d'exportation de l'Europe

Contrôle et surveillance des prix des produits alimentaires

- Plafonner les prix des produits alimentaires de base, tels que les légumes surgelés
- Appliquer un code de conduite obligatoire pour les produits alimentaires afin de réglementer les pratiques de fixation des prix et d'empêcher les réductions de salaire en réponse aux plafonds imposés
- Donner au Bureau de la concurrence les pleins pouvoirs en matière de surveillance des prix des produits alimentaires et pour sévir contre la fixation des prix
- Taxer les bénéfices exceptionnels des grands détaillants en produits alimentaires comme Loblaws, Walmart, Costco et Empire Foods



Secteur forestier



- Établir des normes « Acheter canadien » pour le financement fédéral des infrastructures, incluant des exigences pour maximiser l'utilisation de l'acier, de l'aluminium et des produits forestiers fabriqués au Canada et au Québec



- Annuler le décret fédéral sur le caribou
- Renégocier un accord sur le bois d'œuvre avec les États-Unis



- AdAPTER les programmes d'aide fédéraux en foresterie à la réalité des producteurs forestiers
- Exiger des investissements dans la 2^e et 3^e transformation des ressources produites au Québec, dont le bois
- Proposer d'utiliser plus de bois québécois dans la construction et la rénovation avec une charte du bois fédérale



- Défendre les intérêts des industries du secteur forestier qui ont souffert grandement des relations tendues avec les voisins du Sud



Secteur de la pêche



- Entamer un examen de la structure du ministère des Pêches et des Océans
- Doubler le financement du programme des ports pour petits bateaux et offrir aux administrations portuaires un meilleur accès au financement
- Démanteler les zones de protection marine afin de ne plus nuire aux activités de l'industrie des pêches
- Élaborer un plan de diversification des marchés pour les pêches
- Militer en faveur du rapatriement des pleins pouvoirs en matière de pêches au Québec
- Proposer de confier à une agence indépendante décentralisée la gestion des stocks, des permis et des quotas afin que toute décision sur les pêches soit basée sur la science
- Instaurer un protocole rigoureux de partage de la collecte de données entre le ministère, les pêcheurs et les chercheurs du milieu
- Promouvoir la réouverture ou l'élargissement de certaines pêches durables, comme le sébaste
- Améliorer les infrastructures de transport, incluant la réfection des quais et des ports pour petits bateaux

Autres secteurs connexes

Alcools



- Couper la taxe d'indexation sur le vin, la bière et les spiritueux pour revenir au niveau de 2017



- Exiger que le fédéral abaisse la taxe d'accise des microdistilleries québécoises au moment où les provinces discutent d'ouvrir leurs marchés des alcools



Commerce international et interprovincial



Guerre tarifaire Canada-États-Unis



- Cibler les contre-tarifs imposés aux États-Unis



- Appliquer des tarifs d'un dollar pour un dollar
- Appliquer des contre-tarifs sur des produits non essentiels, pouvant être faits ici ou ailleurs
- Créer un fonds de protection des emplois canadiens : programme de prêts pour les entreprises visées par les tarifs afin de les aider à maintenir les emplois



- Mettre à la disposition des entreprises des liquidités transitoires
- Encourager la transformation locale des ressources naturelles



- Interdire aux entreprises américaines d'obtenir des contrats d'approvisionnement fédéraux tant qu'elles ciblent les produits canadiens avec des tarifs douaniers

Accord Canada-États-Unis-Mexique



- Entreprendre des négociations commerciales pour l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) lorsque les menaces des États-Unis envers le Canada cesseront



- Accélérer les négociations pour conclure un nouvel accord pour le commerce et la sécurité, ce dernier doit être renégocié l'an prochain
- Protéger les frontières, les ressources, les agriculteurs dont ceux sous gestion de l'offre, l'eau douce



- Exiger une participation québécoise sélectionnée par le Québec pour représenter les intérêts de la province à la table de négociations de tout accord commercial
- Exiger lors de la renégociation de l'ACEUM que l'imposition de tarifs aléatoires sur le bois québécois et canadien cesse
- Forcer le gouvernement canadien à obtenir l'accord du Québec sur le texte préliminaire des accords avant la signature



- Protéger le Québec, en promettant de ne jamais mettre les règles qui protègent le français et la culture québécoise, l'eau, l'hydroélectricité, le bois d'œuvre et la gestion de l'offre sur la table des négociations
- Consulter formellement le Québec pour toute entente de commerce international

Diversification des marchés



- Explorer de nouvelles opportunités de diversification commerciale, entre autres, la France et le Royaume-Uni



- Multiplier les rencontres diplomatiques visant à ouvrir ou à consolider de nouveaux marchés
- Outiller davantage les entreprises à profiter des débouchés offerts par les accords de libre-échange avec l'Europe et la zone Pacifique





Barrières interprovinciales



- Supprimer les barrières interprovinciales par l'harmonisation réglementaire et la reconnaissance mutuelle des règles et des normes
- Réduire la duplication ou le chevauchement avec les règles provinciales



- Supprimer les barrières interprovinciales afin d'instaurer un véritable libre-échange au sein du Canada



- S'opposer à toute tentative d'imposer des politiques néfastes au Québec sous prétexte de libre-échange interprovincial, comme abolir l'obligation de transformer le bois coupé dans la forêt québécoise au Québec



- Collaborer avec les provinces pour éliminer les barrières commerciales interprovinciales en harmonisant les normes environnementales, de santé et de sécurité

Environnement



Carbone



- Éliminer la taxe carbone à la consommation
- Améliorer et renforcer le système de tarification fondé sur le rendement pour les grands émetteurs de manière à inciter l'investissement des secteurs où les émissions de carbone sont les plus faibles
- Adopter un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières afin de garantir l'équité pour les industries canadiennes



- Abolir la Loi sur la taxe carbone, y compris le filet de sécurité fédéral qui oblige les provinces à imposer une taxe carbone industrielle



- Défendre la tarification du carbone partout au Canada tout en réitérant l'invitation du Québec aux autres provinces à se joindre au système de plafonnement et d'échange de droits d'émission du Québec
- Exiger un ajustement carbone à la frontière afin que les entreprises d'ici ne soient pas désavantagées par l'abandon de toute forme de lutte à la pollution par l'administration américaine



- Mettre fin à la taxe sur le carbone pour les consommateurs
- Maintenir le prix du carbone pour l'industrie
- Mettre en place un ajustement carbone à la frontière



Investissement durable



- Mettre en place une taxonomie pour chaque secteur prioritaire d'ici l'automne 2026 afin d'identifier par des critères clairs les activités économiques qui sont en transition, dont l'agriculture et la sylviculture pour lesquelles des lignes directrices vont s'appliquer
- Divulguer des données climatiques des entreprises de divers secteurs visés, dont l'agriculture dans le but de promouvoir l'investissement dans des projets de réduction des émissions en classifiant les activités et les actifs qui contribuent aux objectifs environnementaux



- Élargir l'admissibilité aux crédits d'impôt à l'investissement pour la fabrication de technologies propres
- Récompenser les industries lourdes qui fabriquent des produits dont les émissions sont inférieures à la moyenne mondiale



- Déposer un projet de loi sur la finance alignée sur le climat, en le bonifiant d'incitatifs aux investissements verts et d'un désinvestissement du pétrole et du gaz





Biodiversité



- Conserver la nature et la biodiversité, notamment en créant au moins 10 nouveaux parcs nationaux et aires marines de conservation, ainsi que 15 nouveaux parcs urbains
- Mettre en œuvre des solutions climatiques basées sur la nature qui offrent des avantages mesurables en matière de séquestration du carbone et de biodiversité



- Mettre en place un Bureau de la justice environnementale pour s'atteler aux impacts disproportionnés de la pollution et de la perte de biodiversité dans les communautés à faibles revenus, racisées et autres communautés marginalisées

Développement économique

Investissement dans les infrastructures



- Investir dans les infrastructures dans le nord du Canada pour augmenter les exportations de produits, comme la potasse et les produits agricoles
- Injecter 5 milliards de dollars (G\$) dans un nouveau Fonds pour la diversification de corridors commerciaux afin de construire l'infrastructure qui contribuera à diversifier les partenariats commerciaux, comme les ports, les chemins de fer et les autoroutes
- Adopter une réforme fédérale d'octroi de permis et réduire les formalités administratives pour accélérer l'approbation de projets d'énergie propre, y compris les nouveaux développements dans le domaine de la production, du transport, de la distribution et du stockage de l'électricité
- Aller de l'avant avec le principe de "Un projet, une évaluation" pour renforcer les rigueurs du système canadien qui protège l'environnement, garantit la consultation et la participation des Autochtones et favorise l'adhésion de la communauté
- Bâtir des grands projets d'intérêt national pour relier le pays et faire croître notre économie, en commençant par le train à grande vitesse entre Windsor et Québec



- Créer un corridor énergétique national afin d'accélérer les autorisations pour les lignes de transmission, les chemins de fer, les pipelines et autres infrastructures essentielles à travers le Canada
- Désigner des « zones canadiennes prêtes à bâtir » pour accélérer la construction de grands projets tels que des mines, des centres de données, des centrales électriques et des usines de liquéfaction
- Participer au financement du 3^e lien
- Créer un guichet unique pour traiter rapidement les projets de ressources en une demande et un seul examen environnemental



- Proposer de transférer au Québec les sommes pour le développement de la couverture cellulaire
- Amenuiser l'un des plus importants obstacles au commerce interprovincial : les infrastructures de transport désuètes
- Appuyer la contribution financière du fédéral aux programmes québécois de production d'énergies renouvelables, prioritairement l'éolien et le solaire



- Créer un réseau électrique propre d'est en-ouest

Achat local



- Financement de 25 G\$ pour les constructeurs de maisons préfabriqués qui privilégient les matériaux canadiens, comme le bois



- Obliger une garantie de contenus québécois et canadiens lorsque le gouvernement fédéral octroie des contrats ou lorsqu'il accorde des subventions à des projets
- Déposer une stratégie pour soutenir l'achat local, incluant des frais postaux aussi avantageux pour les petites et moyennes entreprises (PME) que les grandes entreprises ainsi qu'une restriction des frais d'interchange facturés aux commerçants
- Soutenir l'étiquetage des produits afin de distinguer la provenance
- Mettre en place des mesures pour aider les petits commerçants et favoriser l'achat local :
 - Obliger Postes Canada à offrir aux PME les mêmes tarifs postaux qu'aux grandes entreprises profitant d'un rabais au volume
 - Obliger les émetteurs de cartes de crédit à baisser les frais d'interchange à 0,5 %



- Soutien pour des matériaux de remplacement-fait au Canada comme les matériaux de construction afin de stimuler l'industrie locale
- Donner la priorité aux entreprises canadiennes syndiquées dans les appels d'offres des projets publics
- Augmenter les exigences en matière de contenu canadien pour tous les projets financés par le gouvernement fédéral

Autres



Lourdeur administrative

- Réduire la paperasse de 25 % en introduisant la loi deux pour un, qui vise à abroger deux réglementations pour chaque nouvelle réglementation imposée
- Exiger que pour chaque dollar de nouveaux coûts administratifs, deux dollars soient supprimés ailleurs

Développement économique Canada

- Décentraliser Développement économique Canada en confiant les sommes à des fonds régionaux qui permettront de régionaliser la prise de décision

Recherche et développement

- Soutenir le réinvestissement massif dans la recherche et développement, avec l'urgence d'améliorer l'innovation, la compétitivité et la productivité des entreprises

Immigration



Immigration

 Liberal



- Offrir des permis de travail seulement pour des emplois que les Canadiens ne peuvent pas ou ne veulent pas
- Diminuer de moitié le nombre de résidents non permanents qui y habitent

 BLOC
Québécois

- Exiger le transfert au Québec de tous les pouvoirs en immigration
- Exiger que le fédéral consulte le Québec et les provinces afin d'ajuster ses cibles d'immigration à leur capacité d'accueil
- Exiger que le fédéral permette à Québec d'octroyer la résidence permanente conditionnelle à l'établissement en région
- Proposer l'obtention de permis sectoriels et régionaux ouverts pour les travailleurs étrangers temporaires

 NPD

- Travailler avec le gouvernement du Québec pour sensibiliser et encourager les nouvelles et nouveaux arrivants à s'établir en région

Fiscalité



Impôt sur le revenu des particuliers



- Réduire l'impôt pour la classe moyenne en réduisant de 1 point de pourcentage le taux d'imposition marginal de la première tranche de revenu



- Réduire l'impôt sur le revenu de 15 %, ramenant la tranche d'imposition la plus basse à 12,75 %



- Réduire les impôts des familles et des travailleuses et des travailleurs en augmentant le montant personnel de base à 19 500 \$, puis remettre 505 \$ dans les poches des gens qui gagnent entre 19 500 \$ et 177 882 \$





Gains en capital



- Augmenter l'exonération cumulative des gains en capital pour la vente d'actions de petites entreprises et de matériel agricole et pêche à 1,25 M\$



- Annuler la hausse de la part imposable des gains en capital si ces bénéfices sont réinvestis au Canada



- Annuler les réductions d'impôt sur les gains en capital



Divers

Taxe sur les produits et services



- Éliminer la taxe sur les produits et services (TPS) sur toutes les maisons de moins de 1 M\$ pour les acheteurs d'une première propriété
- En période d'instabilité économique, reporter les paiements de l'impôt sur le revenu des sociétés et les versements de la TPS et la taxe de vente harmonisée (TVH) du 2 avril au 30 juin 2025



- Abolir la TPS sur les maisons neuves de moins de 1,3 M\$
- Abolir la TPS sur les voitures fabriquées au Canada



- Abolir la TPS sur tous les biens de seconde main
- Éliminer la TPS sur les services afférents pour les premiers acheteurs (notaires, inspecteurs en bâtiments, arpenteurs) et les maisons neuves pour les premiers acheteurs



- Supprimer la taxe sur les produits de première nécessité et les services mensuels essentiels comme le chauffage, l'Internet et les repas à l'épicerie



Accès à la propriété

- Réduire de moitié les redevances d'aménagement municipales pour les bâtiments résidentiels à logements multiples
- Réinstaurer un incitatif fiscal comme celui de 1970 pour stimuler la construction de dizaines de milliers de logements locatifs au Canada
- Réduire davantage la bureaucratie du logement, les restrictions de zonage et autres formalités administratives pour que les constructeurs puissent composer avec un seul marché du logement



- Inciter les municipalités à accélérer la délivrance des permis, à libérer des terrains et à réduire les taxes foncières pour construire des logements plus rapidement
- Récompenser les villes qui augmentent la construction de logements de plus de 15 % par année en leur accordant un financement fédéral supplémentaire, tout en réduisant proportionnellement le financement des infrastructures pour les villes qui n'atteignent pas leurs objectifs



- Accélérer les permis et les approbations pour construire plus rapidement
- Mettre fin au zonage d'exclusion qui bloque la construction de nouveaux logements

